Soldes au centre commercial de Bab Ezzouar

Ces boutiques qui ne désemplissent pas même en temps de crise

Page 4

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année -N° 4083 - Dimanche 29 janvier 2017 – Prix : 10 DA

La violence en milieu scolaire continue

Nouria Benghebrit veut des mesures «urgentes»

Page 2

Prochaines élections législatives

Le MPA promet la surprise

Page 2

Désescalade

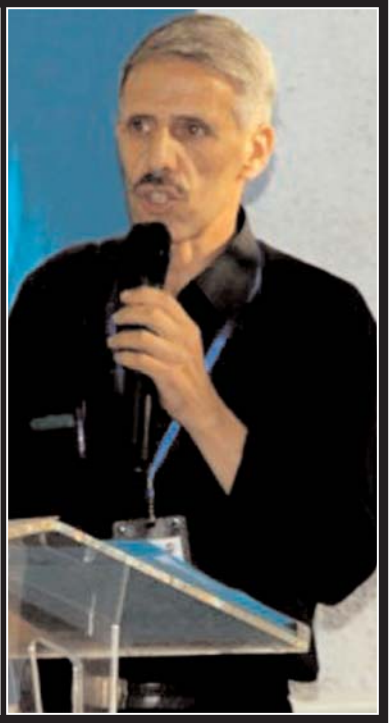
Par Mohamed Habili

Au nord de la Syrie, tant dans les environs d'Alep que dans ceux d'Idlib, mais plus particulièrement dans cette dernière, les affrontements font rage depuis quelques jours entre Fath Echam, Front Nosra antérieurement, et d'autres groupes ayant pris part aux négociations d'Astana et de ce fait respectueux du cessez-le-feu avec l'armée syrienne et ses alliés. Longtemps l'opposition armée dite modérée avait refusé de s'en prendre au groupe Nosra, dont l'affiliation à Al-Qaïda lui avait valu d'être qualifié de terroriste à peu près par tout le monde, mais au bout du compte c'est Nosra qui prend l'initiative de l'attaquer, à ce qu'il semble à titre préventif, dans la certitude qu'il le sera de toute façon par elle, à plus ou moins brève échéance. On parle de pourparlers d'Astana, mais ce n'est pas entre les Syriens qu'ils se sont déroulés, mais entre les puissances garantes du cessez-le-feu, qui sont la Russie, l'Iran et la Turquie. D'ailleurs ce sont ces trois pays qui ont signé la déclaration finale, dans laquelle ils s'engageaient à mettre en place les conditions destinées à faire respecter le cessez-le-feu, dont la généralisation semble d'ores et déjà effective. Les parties syriennes ne se seraient pas rendues à Astana que cela n'auraient pas changé grand-chose quant au fond. Les différends que les Russes ont eu à gérer, ce ne sont pas ceux existant entre les représentants de Damas et ceux de l'opposition, mais entre les Iraniens et les Turcs, qui en dehors de l'accord sur l'arrêt des hostilités ne s'entendent sur rien.

Suite en page 3

Elaboration des listes électorales et mobilisation des militants

Intenses activités des chefs de partis politiques



Phs/D. R.

Plusieurs chefs de partis politiques étaient ce week-end sur le terrain dans le cadre des préparatifs des élections législatives. A en croire les déclarations du secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbes, qui avait indiqué qu'elles auront lieu entre le 4 et le 11 mai prochain, la convocation du corps électoral est imminente. Lire page 3

Logement à Béjaïa

«Des cités vertes et des cités intelligentes en perspective»

Page 3

Conte et récital lyrique

«Qamar-Ezzaman et la princesse Boudour» présenté à Alger

Page 13

Prochaines élections législatives

Le MPA promet la surprise

Dans le cadre des préparatifs des prochaines élections législatives prévues en mois d'avril, le Mouvement populaire algérien (MPA) de Amara Benyounès affiche l'ambition de se classer deuxième force politique au sein de l'Assemblée populaire.

Par Louiza Ait Ramdane

Ph/E. Sorayal/J. A.

Abdelhakim Bettache

Lors de l'installation de la commission wilayale de préparation des législatives, le coordinateur de la wilaya d'Alger du Mouvement populaire algérien, Abdelhakim Bettache, qui a présidé cette rencontre en remplacement du président du parti, Amara Benyounes, qui était à l'enterrement de l'ancien ministre du Commerce Bakhti Belaib, promet la surprise lors de la prochaine échéance électorale. Tout en appelant les militants de la wilaya d'Alger à se mobiliser pour les prochaines élections législatives afin d'augmenter le nombre des sièges à l'Assemblée populaire nationale, Abdelhakim Bettache, coordinateur de la wilaya d'Alger du Mouvement populaire algérien a indiqué que le parti se renforce avec l'adhésion de nouveaux militants venus même d'autres partis tels que le PT, RND, etc. «*147 élus au niveau de la wilaya d'Alger ont rejoint le parti et 95 militants dans différents parti ont fini par choisir le MPA pour son programme et ses idées*», s'est réjouit le coordinateur de la wilaya d'Alger.

Pour relever le défi des prochaines échéances, le parti «*mise sur son programme, la popularité, la valeur et la personnalité de ses candidats*». «*Nous avons l'intention d'être la deuxième forces au lendemain des élections*», promet Bettache. Le programme et la sélection des candidats sont deux facteurs essentiels qui pourraient permettre au MPA de faire la différence avec les autres partis, indique encore la même source, précisant que «*le choix et la sélection des candidats est une autre carte jouée par le Mouvement populaire algérien*». Selon Bettache, le MPA est un parti démocratique de l'espoir et de la jeunesse et non un parti de la «*chakara*». Bettache dit chercher la qualité et la personnalité et surtout les cadres supérieurs dans chaque région. Des candidats de «*gros calibre*» jouissant d'une grande popularité chez les citoyens.

A cet effet, une commission nationale avec pour mission de collecter les candidatures a été installée hier. Cette commission reste disponible pour l'ensemble des militants qui désirent adhérer au MPA.

Le parti de Amara Benyounès compte sur son programme pour attirer plus d'électeurs aux prochaines élections. Pour convaincre la population à se présenter aux élections le jour J, le parti a procédé à l'installation d'une cellule de communication afin d'élaborer un programme pour la communication avec la population. «*Nous travaillons avec les structures de 45 communes et avec les élus*», indique Bettache, soulignant que «*le MPA s'attend à un taux de participation élevé*». Interpellé sur une possibilité de lier des alliances avec d'autres partis politiques, le coordinateur de la wilaya d'Alger du Mouvement populaire algérien et P/ APC de la wilaya d'Alger, Abdelhakim Bettache, a exclu cette probabilité. «*Le parti a sa popularité et ses adhérents, il n'a pas besoin de contracter une alliance avec d'autres partis politiques*».

L. A. R.

La violence en milieu scolaire continue

Nouria Benghebrit veut des mesures «urgentes»

La violence devient, de plus en plus, une caractéristique marquante des établissements scolaires algériens. Et pour cause, une nouvelle agression est venue allonger la longue liste des nombreux cas recensés depuis des années. Le drame s'est produit dans la wilaya de Skikda où un adolescent âgé de 15 ans a été poignardé mortellement il y a deux jours, à la sortie du collège. Le jeune candidat au BEM serait intervenu pour défendre une fille. La victime a rendu l'âme au lendemain de l'agression aux environs de six heures du matin, selon les services de sûreté. La tutelle, représentée par Madame la ministre de l'Education, remet sur le tapis cet épineux dossier. Nouria Benghebrit a estimé qu'il fallait multiplier les formations dans l'écoute des élèves, particulièrement en période d'adolescence. Elle a affirmé, dans ce sens, que son département ministériel était soucieux de lutter contre la violence en milieu scolaire de façon «*globale et permanente*» à travers une série de mesures pédagogiques, organisationnelles et institutionnelles. La ministre a indiqué que «*la prévention et la lutte contre la violence en milieu scolaire figurent parmi les priorités du ministère*», soulignant «*sa détermination à prendre en charge ce phénomène de façon globale et permanente*». Le phénomène de la violence en milieu scolaire «*a pris des dimensions alarmantes, ce qui influe négativement sur le climat en milieu scolaire*» a-t-elle soutenu. Rappelant certaines mesures initiées par le ministère depuis deux ans pour lutter contre ce fléau, la première responsable du secteur de l'Education a cité en particulier «*les contenus éducatifs basés sur la notion de citoyenneté, le civisme et les droits de l'enfant*». Soulignant par ailleurs l'impératif de lutter contre la déperdition scolaire, la ministre a fait savoir que l'accompagnement des élèves en difficulté scolaire comptait parmi «*les mesures urgentes à même de faciliter le traitement du phénomène de la violence*». Appelant à la nécessité de «*multiplier les formations dans le domaine de la médiation, de la gestion des conflits, et l'écoute des élèves particulièrement en période d'adolescence au profit des fonctionnaires du secteur*», Mme Benghebrit a souligné l'importance de «*revoir le règlement intérieur des établissements éducatifs, appliquer la charte de déontologie du secteur, œuvrer à respecter les lois interdisant le recours à la violence, encourager la participation des élèves dans la vie scolaire et la mise en place de comités d'écoute*». Concernant les mesures à caractère institutionnel, la ministre a cité la mise en place d'une commission intersectorielle (ministère de l'Education - DGSN) en vue d'«*élaborer une convention portant mise en place d'un plan de lutte contre le phénomène de violence en milieu scolaire et des dangers du monde virtuel*», ainsi qu'un groupe de travail avec les partenaires sociaux installé en 2015. Elle a mentionné, par ailleurs, la signature en mars 2016 d'une convention avec le ministère de la Défense nationale et celui de l'Intérieur et des Collectivités locales portant sur la mise en place de mécanismes communs en matière de sécurisation et protection de l'école de la violence, et la prévention des dangers que peuvent constituer certains sites Internet, et ce, à travers la formation des enseignants et la sensibilisation des élèves. Dans le même contexte, la ministre a mis en exergue les missions de l'Observatoire national d'éducation et de formation qui a pour principal objectif «*la mise en place d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la violence en milieu scolaire*».

Meriem Benchaouia

—Elaboration des listes électorales et mobilisation des militants—

Intenses activités des chefs de partis politiques

■ Plusieurs chefs de partis politiques étaient ce week-end sur le terrain dans le cadre des préparatifs des élections législatives. A en croire les déclarations du secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbes, qui avait indiqué qu'elles auront lieu entre le 4 et le 11 mai prochain, la convocation du corps électoral est imminente.

Par Nacera Chenafi

Dans ce contexte, le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, également chef de cabinet de la Présidence de la République, continue de consacrer ses week-ends aux activités du parti, surtout dans cette étape sensible qui porte sur la sélection des candidats. Au niveau du RND, cette opération se fait au niveau des conseils de wilaya.

Vendredi, Ouyahia a réuni le conseil de wilaya élargi du parti, regroupant les militants des communes de la wilaya de Naâma. A cette occasion, il a affirmé que le choix des listes électorales du parti est élaboré par les commissions de wilaya *«sans interférence ou pression d'aucune partie»*, a-t-il assuré. Ouyahia a expliqué à ses militants que *«la loi de finances 2017 n'affectera pas les fondements de la justice sociale et que le soutien aux catégories à faible revenu est maintenu»*, sachant que les députés du RND sont pointés du doigt après avoir soutenu cette loi, vu ses incidences sur le pouvoir d'achat. Ouyahia a aussi parlé d'*«un front national unifié et solide, transcendant les différences idéologiques»*.

Au FLN, l'opération de dépôt de candidatures s'achèvera dans deux jours pour laisser place à la sélection qui débutera le 7 février. Le SG du FLN avait rassuré, à plusieurs occasions, sur la transparence dans la sélection des candidats, sachant que le parti connaît un rush de postulants pour un siège de député. Du côté de l'opposition, le Front des forces socialistes est en pleine activité

Ph /D. R.

en vue des législatives. Le premier secrétaire du parti, Abdelmalek Bouchafa, a présidé vendredi une conférence nationale des élus du FFS à Zemmouri (Boumerdès), assurant que la participation aux prochaines élections permettra aux citoyens de renouer avec l'exercice de leurs droits au sein de toutes les institutions locales et nationales. Dans son intervention, il a insisté sur l'importance des actions de proximité pour convaincre les citoyens de participer aux prochaines élections, estimant que *«l'abstention est synonyme de défaite»*.

Lors d'une conférence de presse en marge de la conférence nationale, il a défendu encore une fois l'initiative du parti relatif au consensus national.

Du côté des islamistes, l'Alliance «Ennahda-FJD-El Binaâ» a organisé hier une conférence nationale de ses commissions électorales de wilaya à Alger. Ainsi, ces trois parti participeront aux prochaines législatives avec des listes communes. Le directeur général par intérim des libertés au ministère de l'Intérieur, Amara Lakhdar, a expliqué jeudi dernier que concernant les partis enrôlés au sein d'une alliance, la règle exigeant au moins 4% des suffrages lors des précédentes élections, *«on va considérer qu'individuellement il sont plus de 4%»*. Que dans l'impossibilité de les séparer du fait qu'ils ont participé avec des listes communes, *«on ira vers l'hypothèse la plus favorable»*, a-t-il ajouté.

En outre, le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, continue ses sorties sur le terrain malgré la contestation interne. Vendredi, il était à Alger où il a soutenu que *«le succès des prochaines législatives constituera non seulement une garantie contre les dangers qui pèsent sur le pays et un message fort à tous ceux qui complotent contre sa sécurité et sa stabilité, mais aussi une preuve qui battra une brèche les thèses qui lui prévoient les pires scénarios»*.Présidant une conférence nationale des présidents du bureau du Mouvement, il a défendu que *«les garanties politiques et légales fournies par les autorités étaient de nature à réinstaurer la confiance entre toutes les parties et à conforter les efforts d'entente entre les Algériens»*.

Il a encore une fois appelé à combattre le désespoir, à sortir les tenants du discours fataliste de la sphère du boycott des élections vers celle de la participation à ces échéances et de la contribution à la gestion des affaires du pays.

N. C.

Logement à Béjaïa

«Des cités vertes et des cités intelligentes en perspective»

«Le parc logement de la wilaya de Béjaïa a progressé avec l'évolution de sa population ces dernières années. Il est passé de 185 266 logements en 2005 à 274 815 logements à fin septembre 2016». De son côté, la population de la wilaya de Béjaïa n'a cessé d'augmenter allant de 901 150 à 963 600 habitants actuellement. Ce sont les chiffres communiqués par le directeur du logement et des équipements publics, lors du conseil de wilaya consacré au secteur présidé par le wali, Mohamed Hattab, mercredi dernier, a-t-on appris de la cellule de communication de la wilaya. *«A ce sujet, le taux d'occupation de logement* (TOL) *a enregistré une nette amélioration, passant de 6% entre 2005 et 2011 à 5,15 entre 2012 et 2016»*, a-t-on indiqué. De 2005 à ce jour, la wilaya de Béjaïa a bénéficié de plusieurs programmes de logements de différents types à savoir LSL/LPL, RHP, LSP/LPA, RURAL, LV, LPP, etc. Ainsi, les dotations en logement privé sont estimées à 108 765 unités dont 58 172 achevées, 39 192 en cours de réalisation, 478 à l'arrêt à cause de plusieurs contentieux et 8 154 unités ne sont pas encore lancées. Aussi, on note qu'un programme de 23 600 unités de logement de types LSL, LPL et RHP a été octroyé à la wilaya de Béjaïa, dont 8 219 achevées, 13 883 en cours de réalisation, 288 à l'arrêt à cause de contentieux et 1 210 en voie de lancement. Les dotations en logements LSP, LPA sont estimées, indique-t-on, à 7 205 unités, 5 016 achevées, 1 583 en cours de réalisation, 190 à l'arrêt et 416 en voie de lancement. Les programmes de logements ont atteint les 46 853 unités, 37 894 achevées, 7 926 en cours de lancement, 1 879 logements en cours de lancement. Le programme ADDL a été doté de 10 900 unités, dont 3 900 en cours de réalisation et 7 000 unités ne sont pas encore lancées. Ce programme accuse un grand retard et peine à prendre son envol. Pour le programme LPP (ENPI), il a été inscrit 1 500 unités, dont 236 sont en cours de réalisation, 110 en voie de lancement et 1 154 non lancées. Pour le promotionnel privé, *«il a été inscrit pas moins de 18 707 unités dont 7 043 achevées, 11 664 sont en cours de réalisation»*, a-t-on indiqué sans préciser le taux d'avancement des 11 664 unités lancées. S'agissant de la situation des aides de l'Etat dans le cadre de l'habitat rural depuis 2002 à fin décembre 2016, elle est d'une consistance de 49 653 unités, dont 40 331 achevées, 8 137 en cours de réalisation et 1 185 non encore lancées. Par ailleurs, l'on annonce *«une nouvelle méthode de travail basée sur le respect, la confiance et dans un climat très serein»*. Le premier responsable de la wilaya a exigé le lancement, au cours de ce semestre, de tous les projets à l'arrêt, et un autre saut qualitatif au cours du deuxième trimestre avec *«l'intégration dans le programme en cours de la conception de cités intelligentes ou tous les réseaux devraient être enfouis pour ne pas agresser visuellement l'œil»*. A cet effet, *«le wali a signé un arrêté portant création d'un comité d'architecture, présidé par le secrétaire général et composé des directeurs du logement, de l'urbanisme, des équipements, de l'environnement, d'architectes et de techniciens»*. *«Ils auront pour mission d'examiner tous les grands projets de la wilaya et auront à les valider, donc à donner leurs avis sur tous les projets avant la délivrance des permis de construire»*, fait-on observer. Il a, par ailleurs, instruit les membres de ce comité *«de penser à la réalisation des cités vertes avec énergie propre* (utiliser le LED)», estimant que *«le citoyen ouvre droit à un confort dans sa cité»*, ajoute-t-on.

Hocine Cherfa

LA QUESTION DU JOUR

Désescalade

suite de la page Une

Ce qui prouve une fois de plus que le conflit syrien est une guerre par procuration que se livrent en tout premier lieu des puissances régionales, et dans laquelle se sont trouvés impliqués par la force des choses et en vertu des alliances préexistantes la Russie et les Etats-Unis. Comme ces derniers ont fini par trouver un terrain d'entente entre eux, après qu'il fut devenu clair que la Russie était déterminée à ne pas laisser s'effondrer le régime syrien, tout le conflit s'est concentré sur la rivalité chiite-sunnite dans la région, avec pour premier effet de se simplifier. Celui-ci était au départ à trois niveaux : un premier mettant aux prises les deux superpuissances ; un deuxième, de loin le plus névralgique, impliquant l'Iran et les monarchies du Golfe, au premier chef l'Arabie saoudite (donc pas même la Turquie), et enfin un troisième, quasiment monopolisé par les parties syriennes. Il n'en existe plus que deux : les belligérants syriens d'une part, abstraction faite bien sûr des combattants étrangers, et de l'autre les puissances régionales, les unes représentées à Astana par la Turquie, et les autres par l'Iran, pas aussi isolé dans la région qu'il y paraît. Il importe de bien voir que lorsque le représentant turc s'exprime sur quelque sujet que ce soit, il ne parle pas que pour son pays, mais tout à la fois pour les opposants syriens, ceux du moins qui sont soutenus par la Turquie et les monarchies du Golfe, et pour ces dernières. On peut en dire autant du représentant iranien, qui n'a pas que l'intérêt de son pays à défendre, mais également celui de la Syrie, de l'Irak, et du Hezbollah, même si la communauté de destin de tous ces éléments fait en sorte que leurs intérêts se recoupent dans une bonne mesure, ce qui lui facilite la tâche. Il n'est pas évident que sous ce rapport tout au moins son homologue turc soit aussi bien servi que lui par le tour que sont en train de prendre les événements. Pour celui-ci, le fait que les deux superpuissances aient préféré la désescalade à la tension croissante, le fait donc que l'un des niveaux de la crise ait été supprimé, a pour premier effet de faire porter sur son pays un poids supplémentaire. On peut s'en faire une idée dans ceci que pour la Turquie la priorité ce n'est plus la chute du régime syrien, mais tout à la fois le problème kurde et le changement de régime.

M. H.

Soldes au centre commercial de Bab Ezzouar

Ces boutiques qui ne désemplissent pas même en temps de crise

■ *Malgré la conjoncture de crise que traverse le pays, les soldes suscitent toujours un déferlement populaire et restent prisés par les Algériens.*

Par Yacine Djadel

Ph/D. R.

A peine les soldes d'hiver commencés, que le centre commercial de Bab Ezzouar est aussitôt pris d'assaut par les citoyens. Tous affluent pour guetter la bonne affaire, comme disent certains. Les jeunes au-devant se précipitent à l'entrée des magasins avec le même espoir. Celui d'arriver les premiers sur place afin de satisfaire au mieux leurs achats. Bien qu'on entende ces derniers temps parler çà et là de la crise économique traversée par le pays, suite à la baisse des coûts du pétrole, les Algériens n'ont rien perdu de leurs habitudes d'achat. Ils achètent autant en période de soldes, l'événement étant devenu presque une tradition culturelle pour ces férus du shopping. Augmentation des prix ou non, nos concitoyens, hommes ou femmes, consacrent toujours un budget à part et important pour s'offrir de beaux habits. Pas besoin d'en dire plus, il n'y a qu'à voir les foules interminables qui ont envahi, hier, jour de week-end, le centre commercial de Bab Ezzouar. «*Il y a plus de monde que l'année passée*», a rétorqué un agent d'accueil que nous avons interrogé devant la porte du super marché Uno. Un lieu où l'on remarque de loin la grande queue devant les portes de cette enseigne. En nous approchant pour tenter de saisir ce phénomène tant à la fois social et commercial, on constate, à notre plus grande surprise, que les soldes drainent toujours autant de monde. Ainsi, en dépit de la hausse exorbitante des prix pour pratiquement tous les produits de consommation, des milliers de personnes font la tournée pour faire leurs emplettes d'hiver. A l'entrée de ce grand centre commercial réparti en plusieurs étages et avec toutes les commodités modernes (ascenseurs, escalators, espaces de détente…etc.), presque toutes les boutiques affichent plein. L'ambiance familiale ne manquait pas elle aussi d'être au rendez-vous. Avant d'aller vers les gens pour les interroger sur leurs achats, on a décidé de se rendre à l'intérieur de la plupart des magasins pour prendre la température des prix. Ces derniers restent tout de même assez élevés pour refléter exactement le mot «soldes». Faisant un saut à la maison «Adidas», où les jeunes ne manquaient pas de se bousculer au rayon baskets, on trouve des affiches partout mentionnant sur différents articles «réduction à 20%». Le rabais équivaut comme pour ces baskets qui coûtent 8 000 DA au lieu de 12 000 DA et ces T-shirt, pourtant à l'allure simple, qui ne sont pas cédés à moins de 4 800 DA. «*Des prix plutôt abordables par rapport à la qualité de ces vêtements issus pour la majorité de l'importation*», diront certains jeunes croisés sur les lieux. Continuant à sillonner les magasins du centre commercial pour un avis plus clair et varié, une boutique attira particulièrement notre curiosité. Tel que son nom l'indique «Tape à l'œil» est le genre où l'on ne peut guère circuler à l'aise vu le nombre important de clients à l'entrée. De la clientèle féminine principalement, et les prix ne sont pas pour autant bon marché dans la mesure où l'article le plus abordable est à 3 000 DA. Des prix raisonnables, selon la vendeuse à laquelle on s'est adressé, lui demandant au passage son avis sur le déroulement des ventes pour les soldes de cette année. «*Les ventes marchent à merveille*», a-t-elle répondu. Voulant savoir, par ailleurs, si les gens hésitaient à acheter des articles chics vu la crise actuelle qui touche notre société, elle n'a pas caché son étonnement. «*Il n'y a aucune crise économique en vue, car les Algériens dépensent de plus en plus sans compter*», a-t-elle répondu avec amusement. Effectivement, au fur et à mesure qu'on montait les étages du centre, avec le grand nombre de citoyens croisés, les dires de la vendeuse se confirmaient.

Il y a même ceux qui dépensent sans le moindre souci. A se demander si tout ce chahut médiatique à propos de la politique d'austérité «*siasat etaquachouf*» que l'on entend depuis quelques jours et dans tous les coins de rue, n'en est pas moins qu'une spéculation sans fondement. «*Les soldes de cette année sont particulièrement intéressants pour une personne comme moi, qui de coutume fait ses courses à l'étranger. Avant je le faisais souvent à cause de la qualité des produits, maintenant que toutes les marques étrangères existent chez nous et à des prix plus bas lorsqu'on y fait la conversion en devise, je ne fais mes soldes qu'en Algérie, cela m'arrange sur tous les plans. Néanmoins, ce n'est pas le cas de tout le monde hélas ! Malgré leur appellation de soldes, ils ne sont pas à la portée d'un large public*», a affirmé Madjid, la quarantaine, qui venait juste de sortir en famille du magasin «Zara» et avait l'air de dévaliser cette boutique de luxe.

La déception des maigres budgets

Cette foi-ci, nous nous sommes rapprochés des jeunes, à l'exemple de nombreux étudiantes et étudiants qui n'ont pas, eux aussi, voulu rater cette aubaine de trouver un juste équilibre à leur maigre budget. L'un d'eux d'ailleurs n'a pas caché sa déception, avouant clairement que les soldes ne portent que le nom. «*Ils restent juste un mot plus marketing que bénéfique pour le citoyen à bas revenu*», a-t-il déploré. Selon lui, la raison à cela est que ces événements commerciaux demeurent retreints à une certaine classe économique, autrement dit les riches, et ne profitent point aux catégories telles que la sienne. Pareil constat en consultant l'avis d'un autre groupe de jeunes filles aux allures branchées. Toutes s'accordent à dire que les soldes pour elles relèvent avant tout d'un loisir à ne jamais rater pour rien au monde plutôt qu'autre chose. Au final, après s'être entretenu avec pas mal de nos citoyens-èclients, c'est au tour d'un responsable de l'un des magasins d'habillement de nous donner son point de vue sur les soldes. Ce dernier nous fait part du paradoxe que constitue l'événement commercial en Algérie.

Le paradoxe des soldes

«*Pour ma part, je pense que le consommateur algérien fait ses courses en répondant avant tout à des motifs psychologiques plus qu'à des besoins sociaux, d'où le phénomène paradoxal lié aux soldes. Car nous constatons chaque année que les Algériens dépensent plus en période de soldes que dans d'autres périodes de l'année. Et rien qu'à entendre ce mot, cela les incitent à acheter même au-delà de leurs moyens habituels. Il est vrai aussi que durant ces périodes dites de ''soldes'', les rabais sont réels par rapport aux normes des prix standards, notamment concernant les articles de luxe. Toutefois, ces opérations restent majoritairement bénéfiques à ceux qui ont un pouvoir d'achat dépassant la moyenne*», note ce responsable commercial. Difficile donc de cerner les véritables raisons de ce succès événementiel et commercial qui fait en tout cas le bonheur des commerçants, à certaine mesure, et ceux des personnes à revenu élevé plus que d'autres. Cela est-t-il dû à ces redoutables techniques de communication introduites dans ces immenses affiches publicitaires et qui envahissent nos magasins ? Ou bien est-ce juste cette tendance accrue de notre société à s'enraciner de plus en plus dans le socle de l'apparence ? D'où vient ce besoin irrépressible pour nos citoyens de se vêtir à tout prix ? Difficile de répondre de façon exacte à ces interrogations pertinentes que l'on se pose. En tous cas une chose est certaine, le phénomène des soldes reflète, au final, beaucoup plus une réalité sociologique assez complexe dans notre société, plus qu'une simple activité de shopping saisonnière à fort rabais, comme on a l'habitude de la considérer ordinairement.

Y. D.

Coupe du monde de la pâtisserie

L'Algérie classée 1re en Afrique

L'ALGÉRIE a été classée 1re en Afrique pour sa participation à la Coupe du monde de la pâtisserie 2017, qui s'est déroulée à Lyon (France), a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat. L'Algérie a été classée 1re en Afrique devant la Tunisie (17e) et Maroc (19e) à cette manifestation mondiale à laquelle elle a pris part pour la première fois et qui s'est déroulée du 22 au 25 janvier à la faveur de la 18e édition du Salon international de l'hôtellerie et de l'alimentation (SIRHA), selon la même source. L'Algérie a également obtenu la 14e place mondiale à cette manifestation à laquelle ont participé 22 pays.

L. B.

NAPEC 2017

Oran abrite en mars la 7e édition

La 7e édition de la conférence internationale sur l'industrie pétrolière et gazière dans la région Nord Afrique (NAPEC 2017) se tiendra du 21 au 24 mars prochain au Centre des conventions d'Oran, ont annoncé, hier, les organisateurs de cet événement.

Par Salem K.

Cette manifestation prévoit également l'organisation d'un salon professionnel international de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, qui sera consacré aux différentes activités liées au secteur de l'énergie ainsi qu'aux fournisseurs de produits, services et technologies ayant trait au développement du secteur énergétique à l'échelle mondiale.

Initiée par une entreprise faisant dans l'événementiel «Napec», la conférence doit accueillir près de 500 exposants venant d'une trentaine de pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et du continent américain.

Cet événement table sur un nombre de 20 000 visiteurs.

Il se veut une plate-forme idéale pour explorer les opportunités d'affaires dans le secteur gazier et pétrolier, notamment dans la région nord-africaine.

Des conférences-débats, des ateliers techniques et autres activités figurent également au programme. La précédente édition du Napec a été organisée en mars 2016 à Alger.

Lancé en 2011, le Napec est devenu un rendez-vous pour les pétroliers et de leurs fournisseurs et est marqué par «*une progression remarquable en termes de participants et de visiteurs, et ce, malgré la conjoncture difficile que traverse l'industrie pétrolière internationale*».

S. K./APS

Energie

Forte croissance de la demande africaine en 2035

L'Afrique connaîtra la plus forte croissance de la demande énergétique par rapport à toutes les autres régions du monde en 2035, en raison de l'urbanisation, la croissance démographique et une forte croissance du produit intérieur brut (PIB), selon le dernier rapport annuel du groupe pétrolier BP sur les perspectives énergétiques.

Sa demande d'énergie devrait croître de plus de 75% entre 2015 et 2035, beaucoup plus rapidement que la moyenne mondiale qui sera de 31%, et sa part de la consommation mondiale d'énergie sera de 4%, alors que sa croissance de production en énergie sera de 28%, prévoit BP.

En 2035, l'Afrique représentera 21% (1,8 milliard) de la population mondiale contre 16% aujourd'hui.

En 2050, la demande en énergie pour l'Afrique représentera moins de 10% de la demande mondiale même si sa population représentera à ce moment, le quart de la population mondiale, selon les perspectives de BP. Le groupe pétrolier prévoit également pour 2050 une plus forte croissance en Afrique dans la productivité, qui sera accompagnée par une plus importante demande énergétique, en raison de l'urbanisation, le développement des industries, le nombre croissant de la population et la croissance du PIB. Par ailleurs, BP s'attend à un développement important des énergies renouvelables dans le continent africain (+14% par an), qui vont contribuer par 17% à la croissance totale de la demande énergétique de l'Afrique.

L'énergie hydroélectrique va également croître fortement (plus de 5,2% par an) et contribuera avec près de 14% à la demande énergétique. Les combustibles fossiles représenteront, par contre, plus de 80% de la demande en 2035.

Le pétrole restera le carburant dominant pour plus d'un tiers de la demande énergétique, suivi par le gaz (près de 30%) et le charbon (16%). L'urbanisation et l'électrification en cours en Afrique fera que la demande d'énergie dans la production d'électricité va plus que doubler et représentera plus de 45% de la demande énergétique en 2035, selon les prévisions de BP.

Il est également souligné que la production d'énergie en Afrique croît de près de 30% et reste dominée par le pétrole. BP prévoit une baisse de la part du pétrole de plus de 50% en 2015 à un peu moins de 40% en 2035. Le gaz naturel passera, par contre, de 24% à 28%.

L'Afrique exporte actuellement une quantité importante de sa production d'énergie (près de 45%), mais la demande intérieure croissante va réduire ce chiffre à moins de 25% en 2035, prévoit le rapport. Il souligne, néanmoins, que l'Afrique restera une source importante de pétrole mondiale et l'approvisionnement en gaz naturel avec 8% de la production pétrolière mondiale et 6% de la production de gaz naturel en 2035. D'ici à 2035, le continent devrait produire 8,3 mbj de pétrole dont plus de 2 mbj seront destinés à l'exportation, selon BP.

La production du gaz sera de 30 milliards de pieds cubes/j en 2035 dont 6,5 milliards de pieds cubes/j seront destinés à l'exportation. BP estime que l'importance et la nature du développement économique de l'Afrique est susceptible de jouer un rôle clé dans la détermination du niveau de la demande mondiale en énergie au-delà de 2035. Selon le rapport, la demande pétrolière mondiale continuera à croître jusqu'aux années 2040 en raison d'une consommation en hausse de produits à base de plastique.

Safia T./Agences

Prix

Le pétrole se replie à New York

Les cours pétroliers ont clôturé une semaine hésitante par une baisse, plombés par un indicateur confirmant le risque d'une reprise de la production américaine cette année. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI)», référence américaine du brut, a perdu 61 cents à 53,17 dollars sur le contrat pour livraison en mars au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Les zigzags continuent sur le marché», a résumé John Kilduff, d'Again Capital.

Depuis une semaine, les cours évoluent de façon particulièrement hésitante, sans pour autant sortir de la fourchette de quelque dollars dans laquelle ils sont coincés depuis le début de l'année. «*Ils ont baissé aujourd'hui après avoir monté hier – après avoir baissé mercredi, après avoir monté mardi...*», a ironisé dans une note Matt Smith, de ClipperData.

Principale raison avancée à ces hésitations, le marché manque dans l'immédiat de concret sur les perspectives de réduction de l'offre mondiale, après avoir bondi fin 2016 dans la foulée de l'annonce d'accords de baisses de production entre de nombreux pays, en premier lieu les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Non seulement les investisseurs attendent d'être sûrs que ces accords soient appliqués, mais ils ont aussi peur que ces pactes encouragent une reprise de la production aux Etats-Unis, absents de ces pactes. Sur ce plan, le marché a subi vendredi un nouveau coup avec l'annonce d'une nette hausse du décompte des puits de pétrole en activité aux Etats-Unis, établi par le groupe Baker Hughes, qui s'était déjà inscrit au plus haut depuis 2015 la semaine précédente. «*Le décompte d'aujourd'hui sur les puits confirme une nouvelle fois la tendance aux Etats-Unis*», autrement dit une reprise de l'activité des producteurs, a souligné M. Kilduff. La semaine avait déjà été marquée mercredi par des chiffres plutôt défavorables sur l'offre américaine, cette fois publiés par le département de l'Energie (DoE), qui témoignaient d'une nette hausse des stocks de brut.

L. O.

Avant sa sortie de l'UE

Le Royaume-Uni souhaite profiter du CETA avec le Canada

LE MINISTRE du Commerce international britannique, Liam Fox, a indiqué que le Royaume-Uni espère profiter du traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (CETA) pour maintenir et améliorer les relations commerciales avec Ottawa après le Brexit. M. Fox veut «*assurer la continuité du libre-échange*», notamment avec le Canada, alors que le Royaume-Uni «*ouvre un nouveau chapitre de son histoire*», a-t-il déclaré devant le Conseil des relations internationales de Montréal (Corim). Tant que le Royaume-Uni sera dans l'UE, le gouvernement britannique «*encouragera la pleine ratification*» de l'Accord économique et commercial global (CETA) entre le Canada et l'Union européenne, espérant obtenir une «*forme transitoire d'adoption*» pour «*éviter le précipice*» au moment du Brexit. Si le traité n'était pas adopté par les 28 avant cette échéance, il constituera tout de même un «*excellent point de départ pour une une future entente bilatérale*» entre Londres et Ottawa, a dit le ministre britannique. Le CETA, qui devrait être adopté en février par les parlementaires européens, est «*une bonne base*» sur laquelle construire un futur accord bilatéral entre le Canada et le Royaume-Uni après sa sortie de l'Union européenne, a ajouté l'homologue canadien de M. Fox, François-Philippe Champagne. Alors que la négociation formelle d'un accord de libre échange bilatéral est pour l'instant impossible tant que le Royaume-Uni n'a pas acté le Brexit, «*les discussions sont bien avancées*» pour un éventuel «*CETA plus dans l'avenir*», selon le ministre canadien, déterminé à maintenir la «*stabilité et la continuité*» des relations commerciales entre les deux pays.

R. E.

Guelma

327 travailleurs déclarés à la sécurité sociale

■ Un total de 327 travailleurs de plusieurs entreprises de la wilaya de Guelma ont été déclarés auprès des services de la sécurité sociale durant l'année 2016, grâce à un contrôle effectué par les services de l'Inspection du travail, a indiqué Fouzia Boucebsi, inspectrice de wilaya de ladite institution.

Par Hatem D.

Ces employés, désormais déclarés auprès des services de la sécurité sociale, occupaient des fonctions dans des entreprises publiques et privées sans être préalablement affiliés à la sécurité sociale, a précisé cette responsable, soulignant que 380 travailleurs non déclarés ont été recensés durant l'année dernière. Le plan d'action de cette inspection s'est articulé, au cours de l'exercice 2016, sur la régularisation des personnes non déclarées, par le biais de visites inopinées effectuées par des équipes de contrôle et d'inspection relevant de cette institution ou dans le cadre d'un travail conjointement mené par les brigades mixtes de l'inspection du travail et de l'antenne locale de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs salariés (Cnas), a précisé la même source. Indiquant que ces opérations ont abouti à des résultats «*concrets et satisfaisants*», Mme Boucebsi a attesté que celles-ci ont pour objectif le contrôle des travailleurs salariés non affiliés à la sécurité sociale et ont ciblé, durant cette même période, 609 entreprises de la wilaya, toutes activités confondues des secteurs public et privé, employant 3 211 salariés, dont un certain nombre de personnes non déclarées et qui font actuellement l'objet d'un suivi régulier. Selon Mme Boucebsi, l'année 2016 a été également marquée par des inspections ayant ciblé des opérateurs activant dans le secteur agricole, à savoir les fermes, les coopératives et les exploitations agricoles ainsi que des agriculteurs qui ont recours à la main-d'œuvre pour leurs activités quotidiennes, faisant aussi savoir que la priorité lors de ces visites a été accordée à la «*sensibilisation*». L'inspection du travail de la wilaya de Guelma prévoit, par ailleurs, pour le compte de l'année 2017, une «*nette amélioration*» en matière d'affiliation des travailleurs à la sécurité sociale, en raison des procédures rigoureuses apportées par la loi de finances 2017, particulièrement celle inhérente à l'augmentation de l'amende infligée aux employés qui ne déclarent pas leurs travailleurs à 400 000 DA, contre 200 000 DA conformément à la LF complémentaire 2015, a-t-elle ajouté. **H. D./APS**

Ph. > D. R.

Chlef

Les jeunes formés en agriculture assurés d'intégrer le marché du travail

Les jeunes stagiaires ayant opté pour une formation en agriculture au titre de la nouvelle session professionnelle de février prochain à Chlef sont assurés d'intégrer le marché du travail, a affirmé le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya. «*L'emploi dans le domaine agricole sera désormais garanti à 100% pour les diplômés du secteur, au titre d'un partenariat signé avec l'agence de l'emploi de la wilaya*», a assuré Hakim Azerouk Ezeghaimi. «*Les jeunes, âgés de 16 à 20 ans, ayant suivi une formation en agriculture obtiendront aussi une bourse de 3 000 DA, assurée par l'agence de l'emploi de la wilaya*», a-t-il ajouté. Une fois diplômés, ces jeunes seront employés au niveau d'exploitations agricoles locales, où ils percevront un salaire mensuel de 8 000 DA, versé par la même agence de l'emploi de la wilaya. Le même responsable a fait part d'une offre de 7 641 places pédagogiques, assurée par le secteur pour cette session de février, sachant que les 2/3 de cette offre sont assurés en formation qualifiante, conformément aux orientations du ministère de tutelle. Cette orientation vers l'agriculture est en conformité avec la vocation de la wilaya de Chlef, a-t-il ajouté. Les spécialités agricoles proposées à la formation, durant cette session de février, sont relatives à l'apiculture, l'élevage ovin, l'aménagement de surfaces vertes, l'élagage d'arbres, outre d'autres filières couronnées par un diplôme de technicien supérieur en agriculture et en production animale. Pour la rentrée de février, le secteur compte introduire, pour la première fois, de nouveaux diplômes de technicien supérieur en travaux publics et en aquariophilie. **Lydia O./Agences**

Tindouf

Ouverture prochaine de spécialités de formation liées à l'industrie minière

Plusieurs spécialités liées à l'industrie minière vont être enseignées à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) devant être réceptionné en septembre prochain à Tindouf, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur. Une dizaine de spécialités techniques sont programmées dans cet établissement de formation pour répondre aux besoins du marché local de l'emploi, en prévision de l'exploitation prochaine du gisement de Ghar-Djebilet, appelée à donner une impulsion à l'économie locale et nationale, a indiqué le directeur par intérim de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Khemissi Bouaoune. Ces spécialités concernent, entre autres segments, la géologie minière, le laboratoire minier, les carrières, la maintenance des systèmes mécaniques, la gestion des équipements électriques et électroniques, et autres, a-t-il précisé. Le nouvel institut, appelé à diversifier l'éventail des spécialités de formation professionnelle dans la wilaya, notamment celles non assurées par les structures existantes, va élargir ainsi les opportunités de formation aux jeunes stagiaires orientés jusque-là vers les structures hors wilaya pour combler le déficit et couvrir les besoins du marché local, a-t-il fait remarquer. Le projet du nouvel institut spécialisé de la formation professionnelle de Tindouf est actuellement à près de 55 pour cent d'avancement de ses travaux, a fait savoir M. Bouaoune.

N. T.

Djelfa

La production oléicole «dépasse les objectifs fixés»

La filière oléicole à Djelfa a «*dépassé les objectifs*» fixés pour la campagne 2016-2017, atteignant une production de 223 000 qx, soit un surplus de 20 000 qx, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Selon les responsables de la DSA, le rendement de la filière pour la présente campagne oléicole a «*dépassé toutes les prévisions*». Cette production comprend 196 000 qx d'olive destinés à la trituration, et de près de 27 100 qx d'olive destinés à la consommation (olive de table). Il est, en outre, fait état d'une production, à ce jour, de près de 3,125 millions de litres d'huile d'olive, à travers la wilaya, réputée pour produire une huile d'olive de très haute qualité à faible acidité notamment. Selon le directeur par intérim des services agricoles, Mahdi Missaoui, la filière oléicole est «*prospère*» à Djelfa, enregistrant d'année en année des indices de production encourageants, qui reflètent «*un grand engouement de la part des agriculteurs locaux pour ce type de culture, du reste fort adaptée au climat de la région*». Le verger oléicole à Djelfa s'étend sur une surface de 11 700 ha, dont plus de 9 000 ha d'oliviers productifs, outre la disponibilité de trois huileries.

APS

Mila

Distribution de 20 bus pour le transport scolaire au profit des communes rurales

VINGT BUS de transport scolaire ont été distribués au profit des communes rurales de la wilaya de Mila. S'exprimant en marge de cette opération, le chef de l'exécutif de la wilaya, Mohamed Djeffal, a indiqué que l'acquisition de ces bus a été financée sur budget de la wilaya, précisant que le transport scolaire était assuré auparavant par le ministère de la Solidarité nationale. Présidant la cérémonie de distribution de ces bus aux présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) concernées, M. Djeffal a réaffirmé le soutien de l'Etat aux élèves des localités rurales qui éprouvent beaucoup de difficultés à regagner leurs écoles. Ces bus de transport scolaire ont coûté à l'Etat une enveloppe financière de 119 millions de dinars, a indiqué, pour sa part, un responsable de la direction locale. A cette occasion, 12 fauteuils dentaires ont été, en outre, octroyés aux unités de dépistage et de suivi en milieu scolaire (UDS), a-t-on ajouté. M. Djeffal a déclaré, dans ce contexte, que la Caisse nationale de solidarité et de garantie des collectivités locales a accordé à la wilaya de Mila une enveloppe financière de 170 millions de dinars au profit des établissements scolaires, notamment pour les dépenses liées au transport.

D. K.

Tébessa

Lancement des travaux de réalisation de 1 592 logements AADL

DES TRAVAUX de réalisation de 1 592 logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) ont été lancés dans sept communes de la wilaya de Tébessa, apprend-on appris auprès de la direction de l'urbanisme et de la construction. Un quota de 514 unités AADL sera implanté au chef-lieu de wilaya, 200 à Boulhaf Eddir, 100 à El Ouenza, 200 à Chréa, 160 à Bir El Ater, 388 à El Hammamet et 30 à Morsot, a ajouté la même source, précisant que les travaux de réalisation de ces projets ont été confiés à 15 entreprises. Un intérêt particulier est accordé à la concrétisation de ces projets par les autorités de wilaya dans le cadre de la perspective de mettre un terme à la crise du logement, mais aussi pour l'éradication des constructions illicites, a ajouté la même source. **R. R.**

Soutien au processus politique en Libye

Abdelmalek Sellal appelle l'UA à «s'impliquer davantage»

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a appelé à Brazzaville (République du Congo) l'Union africaine (UA) à «s'impliquer davantage» aux côtés des Nations unies pour amener les parties libyennes et la communauté internationale à soutenir le processus politique dans ce pays.

Par Lamia O.

Ph : DR

«L'*UA, qui a tout entrepris en 2011 pour éviter à ce pays frère et voisin* (la Libye) *les affres de l'intervention militaire en concertation avec les pays voisins, doit s'impliquer davantage aux côtés des Nations unies, pour amener les parties libyennes* (et) *la communauté internationale à soutenir le processus politique engagé pour le recouvrement de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans ce pays*», a indiqué M. Sellal dans son intervention au Sommet du comité de haut niveau de l'UA sur la Libye qui s'est tenu à Brazzaville. Dans le même sens, M. Sellal qui représente le président de la République Abdelaziz Bouteflika à ce sommet, a précisé que les pays voisins, dont la prochaine réunion, la 11° du genre, se tiendra à Alger, sont déterminés à poursuivre leurs efforts pour aider au règlement de la crise en Libye et à accompagner les parties libyennes à trouver les solutions consensuelles permettant un retour définitif à la paix et à la stabilité en Libye. Il a ainsi félicité les pays réunis à Brazzaville d'avoir pris l'initiative de tenir cette réunion au sommet sur la crise qui affecte la Libye, «*un pays africain, frère et voisin*», afin de permettre à l'UA, a-t-il dit, de «*contribuer aux efforts de son règlement*». «*Notre rencontre se tient au moment où le processus de règlement de la crise en Libye fait face à des difficultés et à des blocages. Elle nous offre l'occasion d'évaluer ensemble les efforts en cours sur la voie du retour de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Libye, meurtrie par plus de cinq années d'affrontements*», a ajouté M. Sellal. Il a, en outre, indiqué que cette rencontre participe à accompagner les parties libyennes à «*mener à son terme ultime le projet de rétablissement définitif et durable de la paix et de la stabilité qu'elles ont scellé en signant l'Accord politique le 17 décembre 2015*».

L'Algérie a largement contribué à la conclusion de l'Accord politique

Dans ce sillage, M. Sellal a rappelé que dès le déclenchement de cette crise, l'Algérie «*s'est investie fortement pour son règlement et a largement contribué à la conclusion de l'Accord politique libyen de manière discrète et décisive en abritant de nombreuses rencontres de partis politiques et d'activistes libyens*». Il a également rappelé que l'Algérie «**a encouragé le rapprochement des parties libyennes et privilégié la voie du dialogue et de la réconciliation, seuls garants d'une paix durable et définitive dans ce pays**». Dans ce sens, M. Sellal a mis en avant les principes qui fondent l'action et la démarche de l'Algérie pour «*une Libye unie, apaisée, prospère et réconciliée avec elle-même*». Il a indiqué que «*la solution politique, fondée sur le dialogue inclusif entre toutes les parties libyennes qui rejettent la violence, est l'alternative pour la sortie de crise pour préserver la souveraineté de la Libye, son intégrité territoriale, son unité et la cohésion de son peuple*». «*Toute démarche différente et non consensuelle, notamment l'option militaire, risque de prolonger indéfiniment cette grave situation et est porteuse de risques de partition et de chaos*», a-t-il averti, soulignant que l'Accord politique, signé sous l'égide des Nations unies par les parties libyennes en 2015, «*constitue le cadre de règlement de la crise dans ce pays, malgré les obstacles rencontrés dans sa mise en œuvre*». Pour ce faire, le Premier ministre a relevé qu'«*il est nécessaire d'encourager et d'élargir, en dehors de toute ingérence et interférence extérieures, les bases du dialogue national inter-libyen pour inclure toutes les parties libyennes, notamment celles influentes aux plans politique, économique, social et sécuritaire en vue d'aboutir au consensus le plus large possible et d'obtenir une* plus grande adhésion populaire». Il a également souligné la nécessité pour les trois institutions issues de l'Accord politique, en l'occurrence le Conseil présidentiel, la Chambre des représentants et le Haut conseil d'Etat, de travailler ensemble et de fédérer leurs efforts pour «*sortir de l'impasse et dépasser les contingences actuelles*». M. Sellal a souligné l'«*urgence*» de la formation par le Conseil présidentiel, d'un gouvernement d'entente nationale et son approbation dans les meilleurs délais possibles, conformément aux dispositions de l'Accord politique de 2015, pour permettre à ce gouvernement d'«*assumer souverainement et pleinement ses missions multiples aux plans politique, économique et sécuritaire*». Il a expliqué que ce gouvernement «*doit disposer de moyens et ressources pour assumer ses missions*», estimant qu'«*il est impératif, dans ce cadre, de lever le gel sur les fonds et autres ressources de la Libye, bloqués, pour permettre à ce gouvernement de répondre aux besoins immédiats de la population*». Le Premier ministre a fait remarquer que «*la construction de la Libye de demain nécessite la mise en place d'institutions fortes, unies, justes et équitables chargées de servir indistinctement tous les Libyens et devant agir sous l'autorité exclusive du Conseil présidentiel, conformément aux dispositions de l'Accord politique et des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, notamment la résolution 2259 du 23 décembre 2015*». «*La mise en place d'une armée nationale unie et de forces de sécurité est impérative pour asseoir la stabilité et la sécurité*», a-t-il affirmé. M. Sellal a fait observer que «*le prolongement indéfini de la crise est générateur de graves menaces et alimente le terrorisme, le crime organisé et les autres formes de trafic transfrontalier, sources d'instabilité, de déstabilisation et d'insécurité pour la Libye et l'ensemble des pays de la région*». Dans ce sens, il a indiqué que «*l'Algérie salue la libération de Syrte et les succès remportés à Benghazi à Derna et d'autres localités libyennes contre Daech, Al-Qaïda et contre le terrorisme en général*». Dans ce cadre, l'Algérie rappelle que la lutte contre le terrorisme «*doit s'inscrire dans le cadre des dispositions de l'Accord politique libyen, de la résolution 2259 et doit être menée en coordination avec le Conseil présidentiel*», a conclu M. Sellal.

L. O./APS

Sahara occidental

L'occupation en contradiction avec la charte et les objectifs de l'UA

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a indiqué à Addis-Abeba que l'occupation des territoires sahraouis par le Maroc était en contradiction avec la Charte et les objectifs de l'Union africaine à laquelle il souhaite adhérer. Dans une déclaration à la presse, en marge des réunions préparatoires au Sommet de l'UA, prévu les 30 et 31 janvier dans la capitale éthiopienne, M. Ould Salek a précisé que «*les principes de l'Union africaine visent à consacrer la liberté et l'unité de l'Afrique*», appelant le Maroc, qui souhaite adhérer à l'Union africaine dont il a ratifié la Charte il y a quelques jours, à «*mettre fin à son occupation des territoires de la République sahraouie*», car cela, a-t-il dit, «*est en contradiction avec la Charte et les objectifs de l'UA*». L'Union africaine a des positions claires à l'égard de la question sahraouie, a-t-il dit, précisant que l'organisation panafricaine a toujours affirmé que «*le Sahara occidental ne fait pas partie du Maroc*» et souligné «*le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance*». Le chef de la diplomatie sahraouie a rappelé que la République sahraouie est un des membres fondateurs de l'UA. «*Nul doute que l'UA va réaffirmer ses positions à l'égard de la question sahraouie lors du sommet d'Addis-Abeba*», a-t-il ajouté. Il a également rappelé que le Sommet africain de Johannesburg (2015) avait demandé à l'ONU de fixer la date du référendum au Sahara occidental, dénonçant les «*entraves dressées par le Maroc devant l'organisation de ce référendum*».

Halim T./Agences

Tunisie

L'UGTT privilégiera un dialogue social «constructif»

LE NOUVEAU secrétaire général du syndicat tunisien UGTT, Noureddine Taboubi, s'est engagé à privilégier un dialogue social «*constructif*». Au terme du 23° congrès du syndicat, M. Taboubi, 67 ans, a été élu en succession de Houcine Abassi. Sous M. Abassi, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a notamment remporté, au sein d'un quartette, le Nobel de la Paix 2015 pour avoir contribué deux ans plus tôt au sauvetage de la transition démocratique tunisienne. «*L'UGTT est une force de bien, de construction, de proposition*», a affirmé Noureddine Taboubi, en marge de la passation de pouvoirs. «*Nous sommes des personnes qui croient au dialogue sérieux, au dialogue constructif*», a-t-il poursuivi, rejetant les «*discours populistes et les slogans en vrac*», cité par l'AFP. Noureddine Taboubi, ancien secrétaire général adjoint, a reçu depuis jeudi soir les félicitations du président Béji Caïd Essebsi, du Premier ministre Youssef Chahed, ainsi que de la «patronne des patrons» tunisiens, Wided Bouchamaoui. Il a toutefois prévenu que l'UGTT serait intransigeante sur la nécessité d'être consultée avant chaque projet social. La majorité des 750 000 adhérents de la centrale sont des fonctionnaires, et l'UGTT avait un temps menacé en décembre d'une grève générale des salariés de la Fonction publique.

R. M.

Russie

Trump évasif sur une levée des sanctions, May veut les maintenir

Donald Trump est resté évasif vendredi sur une levée des sanctions contre la Russie, la Première ministre britannique Theresa May réclamant leur maintien, à la veille d'une conversation téléphonique entre le président américain et son homologue russe Vladimir Poutine.

«*Pour ce qui est des sanctions, nous verrons ce qui va se passer. Il est très tôt pour parler de cela*», a botté en touche le président Trump lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche avec Mme May. Cette dernière, première dirigeante étrangère à être reçue par M. Trump depuis qu'il est entré à la Maison-Blanche le 20 janvier, a jugé que les sanctions internationales de 2014 contre Moscou en raison du conflit ukrainien devaient être maintenues. «*Pour le Royaume-Uni, concernant les sanctions contre la Russie liées à ses agissements en Ukraine, nous avons été très clairs : nous voulons que l'accord de Minsk* (NDLR: Accords de Minsk 2 de février 2015, un règlement diplomatique scellé entre Kiev, Moscou, Paris et Berlin pour mettre fin au conflit ukrainien) *soit complètement appliqué*», a souligné la Première ministre britannique devant la presse. Et, a insisté Mme May, «*nous pensons que les sanctions doivent continuer jusqu'à ce que l'accord de Minsk soit pleinement mis en œuvre et nous continuons à militer en ce sens au sein de l'Union européenne*». Les sanctions internationales contre la

Ph. > D. R.

Russie avaient été déclenchées en réaction au rattachement de la Crimée en mars 2014, suivie de l'intervention russe en soutien à des séparatistes ukrainiens dans l'Est de l'Ukraine. Interrogé sur sa relation avec le président Poutine dont il veut se rapprocher, Donald Trump a répondu : «*J'espère que nous aurons une relation fantastique. C'est possible. Et c'est aussi possible que ça ne marche pas. On verra ce qui se passera*». Les deux dirigeants s'entretiendront d'ailleurs au téléphone, selon la Maison Blanche et le Kremlin, pour la première fois depuis l'investiture américaine du 20 janvier. Les deux chefs d'État s'étaient parlés une première fois par téléphone en novembre, peu après la victoire électorale de M. Trump, et ils étaient convenus de la nécessité de «*normaliser*» les relations entre Moscou et Washington, après les tensions de l'ère Obama en raison des conflits en Ukraine et en Syrie. M. Poutine avait qualifié M. Trump d'«*homme brillant et plein de talent*». L'Américain avait loué l'«*intelligence*» du Russe. Avant que Mme May et M. Trump s'expriment à la Maison-Blanche, une éventuelle levée des sanctions de Washington contre Moscou avait été évoquée par l'entourage du nouveau président américain. «*Tout cela est envisagé*», avait ainsi déclaré la conseillère Kellyanne Conway sur la chaîne Fox News. Elle avait réaffirmé que pour le milliardaire, élu président sur des slogans nationalistes et isolationnistes, «l'Amérique d'abord» faisait office de principe de politique étrangère. Du côté de Moscou, «*concernant la levée de sanctions, on n'en sait rien* (...) *Je ne sais pas dans quelle mesure* (cela) *correspond à la réalité*», a affirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Mais le coup de fil Trump-Poutine et les rumeurs sur les sanctions ne sont pas du goût de certains conservateurs américains. «*Au nom de la sécurité nationale américaine et celle de nos alliés, j'espère que le président Trump mettra fin à ces spéculations et rejettera cette voie dangereuse*», a tonné le sénateur républicain John McCain, bête noire de Moscou et très critique du président américain. Il a même menacé de codifier les sanctions russes dans le droit américain. Même son de cloche à gauche. «*Tant que* (Poutine) *ne change pas de comportement, une levée des sanctions contre lui est impensable*», a averti l'élu démocrate Eliot Engel. L'ONG Human Rights First a rappelé que toute suspension était conditionnée par des critères énoncés dans la loi : cessation des violations de droits de l'homme ou du droit international, départ de Crimée, respect des accords de Minsk... Donald Trump doit également s'entretenir par téléphone avec son homologue français François Hollande et avec la chancelière allemande Angela Merkel. Le président américain a beaucoup critiqué Mme Merkel pour sa politique d'ouverture aux réfugiés et aux migrants.

Points chauds

Effacement

Par Fouzia Mahmoudi

Benoit Hamon, le candidat que l'on n'attendait pas pour la primaire de la gauche, semble bien lancé aujourd'hui pour remporter demain le second tour et devenir ainsi le candidat officiel qui représentera la grande famille, souvent en désaccord, de la gauche. Et si l'on avait déjà vu ce scénario du candidat discret dont la popularité expose au dernier moment avec François Fillon, la surprise reste malgré tout complète avec un Hamon qui n'a jamais été au-devant de la scène et que les Français n'ont jamais vraiment vu à l'œuvre. Manuel Valls, qui a durant des années fait figurant de candidat de gauche préféré des Français, semble de son côté presque sûr de gagner demain. Et cela après avoir trahi François Hollande et abandonné son poste de Premier ministre. Tout cela pour rien. Toute cela pour se faire battre largement par Benoit Hamon dont les idées et le programme sont à l'opposé du sien. D'ailleurs, il y a quelques jours Valls avait théorisé sur le principe des deux gauches «*irréconciliables*». Lors du débat qui l'a opposé à Hamon il y a quelques jours, il avait péniblement assuré qu'il respecterait, ayant «*signé*» la charte de la primaire, le choix des électeurs. Sur BFM TV hier matin, l'ex-Chef du gouvernement a déclaré à propos de Benoît Hamon : «*Je ne pourrai pas défendre son programme. Je m'effacerai. Mais d'abord, je ne me place pas dans cette perspective*». L'ancien Premier ministre a expliqué que «*dimanche prochain, c'est un référendum*». «*Sur trois sujets majeurs. Sur la valeur travail. Sur la valeur laïcité. Et enfin sur la valeur politique : est-ce qu'on fait un programme sur on rase gratis, à 500 milliards d'euros ?*», explique-t-il. Cependant, Manuel Valls, qui était en meeting à Alfortville, a précisé qu'il serait «*loyal à Benoît Hamon*». Quant à savoir s'il se sent plus proche de Hamon ou de Macron, il reste flou. «*Hamon et Macron ont été dans mon gouvernement !*», répond-il. Europe 1 annonce par ailleurs que des députés socialistes proches de Manuel Valls seraient sur le point de publier un appel à soutenir l'ancien ministre de l'Économie en cas de victoire de Benoît Hamon dimanche. Selon la radio, le texte pourrait être publié en début de semaine prochaine. Une preuve de plus que le rassemblement au PS au lendemain de la primaire sera difficile. Mais surtout que le «*petit*» candidat Macron devient de plus en plus le candidat qui rassemble, alors pour le coup, le plus, tous les déçus du Parti socialiste, et dont le programme semble être celui de la cohérence et du pragmatisme, face au programme, jugé par beaucoup, utopiste et impraticable de Hamon. **F. M.**

États-Unis

Trump au Pentagone pour amplifier la campagne contre l'EI

Le président Donald Trump s'est rendu vendredi au Pentagone pour une première prise de contact avec ses chefs militaires, dont il attend notamment des propositions pour accélérer la campagne contre le groupe État islamique. Le président américain s'est réuni environ une heure avec les principaux chefs militaires américains dans le «Tank», la salle de réunion sécurisée du Pentagone où les responsables de la plus puissante armée du monde prennent leurs décisions. Parmi les sujets abordés, «*il y a eu une discussion sur comment accélérer le combat contre le groupe État islamique*», a indiqué un haut responsable américain de la Défense, sans donner de détails. Pendant sa campagne, Donald Trump ne s'était pas privé de brocarder les généraux américains et la lenteur des progrès obtenus en Irak et en Syrie contre le groupe jihadiste État islamique. Il avait assuré qu'une fois élu, il donnerait «*30 jours*» à ses généraux pour préparer «*un plan pour vaincre le groupe État islamique*». Ces dernières semaines, les responsables militaires américains se sont mobilisés pour préparer des options au nouveau président, exhumant des propositions refusées par l'administration Obama. Barack Obama avait choisi une stratégie consistant à ne pas impliquer directement les troupes américaines dans les combats contre les jihadistes, mais à s'appuyer sur des forces locales, formées, conseillées et appuyées par l'appareil militaire américain. Il s'agit d'une stratégie «*de long terme*», et le président Trump pourrait choisir d'utiliser «*d'autres outils*» pour obtenir «*des résultats plus rapides*», a résumé vendredi l'ancien général David Barno, sur la radio publique NPR. Il peut «*certainement choisir de montrer plus de force, il pourrait choisir de mettre plus de troupes sur le terrain*», a indiqué le général devenu universitaire. Mais cette visibilité accrue des militaires américains sur le terrain «*ouvre la perspective d'une implication plus profonde*» dans les combats, «*avec davantage de pertes américaines*», a-t-il expliqué. Pour l'instant, les Américains ont déployé un peu plus de 5 000 militaires en Irak aux côtés des troupes irakiennes, et près de 500 soldats des forces spéciales en Syrie, aux côtés essentiellement des Forces démocratiques syriennes, une coalition arabo-kurde. Les avions américains bombardent quotidiennement les jihadistes et les forces américaines ont également utilisé des moyens d'artillerie et des hélicoptères d'attaque Apache pour appuyer les Irakiens. La perspective d'un renforcement des troupes américaines pourrait particulièrement s'envisager en Syrie. Les militaires américains pourraient ainsi être déployés en plus grand nombre pour aider les forces qui prendront d'assaut la ville de Raqa, la capitale auto-proclamée de l'EI, selon la presse américaine. Donald Trump a également évoqué cette semaine la perspective de «*zones de sécurité*» en Syrie ayant pour objectif d'éviter que des Syriens ne quittent leur pays pour aller se réfugier dans les pays voisins ou en Europe. La mise en place de ces «*zones de sécurité*» nécessite d'importants moyens militaires, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles l'administration Obama n'a jamais développé cette option, défendue en interne par beaucoup. L'administration Trump n'écarte pas non plus la possibilité de mener des «*opérations conjointes*» avec la Russie contre l'EI, a indiqué cette semaine le porte-parole de la Maison Blanche Sean Spicer. Cette perspective sera certainement examinée avec beaucoup de méfiance par le Pentagone, dont les responsables militaires ne cessent de répéter que Moscou n'a jamais réellement cherché à combattre le groupe État islamique, s'employant avant tout à renforcer le régime du président Bachar al-Assad. Quelle que soit l'évolution de la stratégie contre l'EI, le président Trump est en tout cas décidé à augmenter les moyens des militaires américains, après la baisse orchestrée par l'administration précédente.

Conte et récital lyrique

«Qamar-Ezzaman et la princesse Boudour» présenté à Alger

«Qamar-Ezzaman et la princesse Boudour», un récital de chants lyriques et piano, alternés de narrations d'extraits de conte, a été présenté à Alger par la soprane Amel Brahim-Djelloul et le conteur Jihad Darwiche, devant un public recueilli.

Par Adéla S.

Une quinzaine d'œuvres de musique classique universelle a retenti, une heure et demie durant, à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, illustrant avec douceur le conte merveilleux «*Qamar Ezzaman et la princesse Boudour*», extrait du recueil des «*Mille et une nuits*». Savamment narré par le Libanais Jihad Darwiche et brillamment illustré par la voix lyrique d'Amel Brahim Djelloul soutenue par le pianiste Nicolas Jouve, le conte restitue l'histoire d'un amour exceptionnel entre deux êtres identiques et complémentaires, «Qamar Ezzaman», prince du pays où le soleil se couche et «Boudour», princesse de Chine, où le soleil se lève.

Epris l'un de l'autre, les deux héritiers des trônes vont se rencontrer contre vents et marées, s'unir, puis se perdre, pour se retrouver à nouveau dans un conte fantastique, à rebondissements où le voyage et l'hospitalité portent le récit et permettent le lien entre l'Orient et l'Occident.

Les compositeurs Henri Duparc (1848-1933), Francisco Salvador Daniel (1830-1871), George Hüe (1858-1948), David Félicien (1810- 1876) et Camille Saint-Saëns (1835-1921 à Alger), ont été savamment repris par la soprane Amel Brahim-Djelloul, à la voix puissante et limpide. Entonnant, «*L'invitation au voyage*», «*Chebbou-Chebban*», «*Le Ramier*», «*Yamina*», «*Klaa Beni-Abbes*», «*Le Bédouin*», «*L'ange des déserts*», «*Zohra*» et les extraits de «*Croquis d'Orient : ''Berceuse triste'', ''La fille du roi de Chine'' et ''Sur l'eau''*» et «*Mélodies persanes ''La solitaire'', ''La splendeur vide'' et ''La brise''*», la cantatrice a embarqué l'assistance dans un voyage imaginaire aux évènements fantastiques.

Chantant, dans des tonalités andalouses, hispaniques, kabyles et orientales, l'amour, la mélancolie, le voyage, la romance, la tristesse et l'innocence, la chanteuse, au bien-être apparent, a interprété les différentes pièces de son programme avec un plaisir et une joie perceptibles. Dans une scénographie aux atmosphères feutrées et après chaque narration exécutée par Jihad Darwiche avec une voix chaude aux intonations apaisantes, Amel Brahim-Djelloul intervenait avec des pièces illustrant l'épisode rendu, ornant le silence religieux qui régnait dans la salle. S'appuyant sur le soutien du pianiste Nicolas Jouve au jeu en sourdine bien maîtrisé qui laissait s'échapper de belles lignes mélodiques aux sonorités furtives, la cantatrice a permis le voyage, dans une belle randonnée onirique, faisant montre de toute sa tessiture vocale dans une parfaite aisance d'interprétation. Le public nombreux de l'Opéra d'Alger s'est volontiers laissé emporter dans les méandres du génie créatif des grands compositeurs et la virtuosité des interprètes, savourant chaque instant du récital dans la délectation.

Née à Alger en 1975, Amel Brahim-Djelloul a commencé son apprentissage musical par l'étude du violon avant de se consacrer au chant à Alger.

Partie à Paris pour se perfectionner, elle entre d'abord à l'Ecole nationale de musique de Montreuil, puis au Conservatoire supérieur de musique et de danse de Paris où elle obtiendra son diplôme en 2003. Reconnue et appréciée par ses maîtres, elle s'illustre en 2014 et en 2015 en France et à l'étranger en interprétant notamment «Jonathas» dans «*David et Jonathas*» et avec ses talents lyriques, elle chante «Zaïs de Rameau» à Versailles, au Concertgebouw d'Amsterdam et au Théâter an der Wien.

En mai 2001, elle se produit à Alger lors d'un hommage à Francisco Salvador-Daniel, compositeur qui a très tôt observé les analogies entre la musique andalouse et la chant grégorien, avant de donner plusieurs autres récitals à Alger, lors de différentes occasions.

Le récital pour voix, piano et narration «*Qamar Ezzaman et la princesse Boudour*» a été organisé par l'Institut français d'Alger, dans le cadre du programme «La nuit des idées», proposé par des instituts culturels européens d'Alger, où des expositions, projections de films, rencontres thématiques et récitals musicaux étaient prévus jusqu'au 27 janvier à Alger.

A. S./APS

Comédie musicale

Elton John va signer la musique de «Le diable s'habille en Prada»

Le chanteur anglais Elton John va composer la musique de la nouvelle comédie musicale «*Le diable s'habille en Prada*», adaptée du livre et du film éponyme inspirés par la rédactrice en chef du magazine *Vogue*, Anna Wintour, ont rapporté des médias. Le livret a été confié à l'auteur et scénariste Paul Rudnick, qui contribue aussi régulièrement à la revue «*The New Yorker*» et a écrit plusieurs pièces jouées à Broadway mais aussi le scénario du film «*Sister Act*» et «*Les valeurs de la famille Addams*». Elton John a déjà de l'expérience en matière de comédie musicale. Il a notamment composé la musique du «*Roi lion*», immense succès à Broadway où il a réalisé plus d'un milliard de dollars de recettes et continue d'afficher complet.

Il a également connu le succès avec son adaptation de l'opéra «*Aida*» de Verdi, ainsi que celle du film «*Billy Elliot*».

La date de la première de la comédie musicale ne sera annoncée que plus tard, a déclaré le chanteur dans un communiqué.

«*Le diable s'habille en Prada*» évoque l'expérience d'une jeune femme embauchée comme assistante de la rédactrice en chef d'une revue de mode, personnage éminent du monde de la haute couture et du prêt-à-porter, qui se comporte en tyran au sein de sa rédaction.

L'auteur du livre, Lauren Weisberger, a avoué s'être inspirée de la rédactrice en chef du magazine *Vogue*, Anna Wintour, après un stage à la rédaction. Anna Wintour est depuis de longues années l'un des personnages les plus influents de la mode.

Le film, dans lequel Meryl Streep jouait le rôle inspiré d'Anna Wintour et Anne Hathaway l'assistante, est sorti en 2006 et a réalisé 326 millions de dollars de recettes dans le monde.

Racim C.

Cinéma

Décès de l'acteur britannique John Hurt

L'acteur britannique John Hurt est décédé à l'âge de 77 ans des suites d'un cancer du pancréas, ont annoncé hier plusieurs médias britanniques, citant son agent. L'acteur, qui incarnait Monsieur Ollivander dans «*Harry Potter à l'école des sorciers*», avait aussi joué le rôle du second officier Kane dans «*Alien*» et le premier rôle dans «*1984*». Il avait été nominé deux fois aux Oscars, pour son rôle de Max, un Britannique détenu dans les geôles turques dans «*Midnight Express*», sorti en 1978, et pour son premier rôle dans «*Elephant Man*» deux ans plus tard. Sa performance dans «*Midnight Express*» lui avait valu d'être récompensé aux Bafta Awards, les récompenses annuelles britanniques du cinéma et de la télévision, et d'obtenir le Golden Globe du meilleur second rôle. Son décès a été confirmé à l'agence de presse britannique PA par son agent Charles McDonald. Souvent engagé pour des seconds rôles, John Hurt, né le 22 janvier 1940 près de Chesterfield, au cœur de l'Angleterre, a joué dans quelque 140 films.

L'acteur, qui avait remporté quatre Bafta au long d'une carrière entamée dans les années 1960, avait été anobli par la reine Elizabeth II en 2014.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Basilique de Notre Dame d'Afrique :
Jeudi 2 février 2017 à 19h30 :
Écume (Échanges culturels en Méditerranée) présente l'ensemble Irini - Chants de culte marial.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger :
Jusqu'au 31 mars 2017 :
Exposition de mangas à l'occasion du 10e anniversaire de la maison d'édition algérienne Z-Link.

Coup-franc direct

Que de paroles creuses

Par Mahfoud M.

Encore une fois, le débat autour du futur de l'EN allume les plateaux TV et tout le monde y va de sa propre vision des choses. Tout acteur et autre puriste de la balle ronde nationale pense détenir la vérité et lance des pics à l'actuelle direction de la FAF, tout en proposant des solutions de rafistolage. Certains, naïvement, pensent sans doute qu'il faudra juste ne pas se tromper sur l'identité du prochain sélectionneur national et confier l'affaire à de vrais techniciens, ou bien mettre en place une véritable DTN qui s'occupera du choix du technicien. Tout ce beau monde se trompe encore une fois, car ce n'est pas de cette manière qu'on pourra hisser le football national au sommet. Il faut que tout le monde sache qu'il faudra trouver une politique sportive et footballistique en lançant une véritable formation, que ce soit dans les jeunes catégories ou même chez les techniciens. Il faudra aussi être très strict avec les clubs et leur demander d'investir plus dans les jeunes et lancer leurs académies de football comme convenu. C'est la seule chose qui nous sortira de notre dépendance totale des centres de formation français, même si cela ne veut pas dire aussi que nous ne devons pas faire confiance aux joueurs émigrés qui doivent toujours avoir leurs chances de porter les couleurs nationales.

M. M.

Ligue II (18e journée)

L'USB menace le PAC

L'US BISKRA est le nouveau dauphin du Paradou AC. La formation des Ziban s'est hissée à la 2e place du classement suite à sa victoire acquise face à la JSM Béjaïa (3-0), pour le compte de la 18e journée de la Ligue 2 Mobilis disputée vendredi. Véritable surprise de cette saison 2016-2017, l'US Biskra assume son rang et de fort belle manière. Les protégés de Mounir Zeghdoud sont logés, ce soir, sur la deuxième marche du podium après avoir étrillé la JSM Béjaia, l'un des grands favoris à l'accession, sur le score sans appel de 3 buts à 0. Dans ce match choc de la 18e journée, les Biskris ont pris le meilleur grâce à un but de Gharbi (10'), et à un doublé de Djaabout (42', 90'), meilleur buteur de l'équipe avec 9 réalisations. Il faut dire également que les Béjaouis auraient pu aspirer à mieux dans ce match s'ils n'avaient pas raté deux pénaltys en seconde période par Hadjidj et Bensaha. Avec 30 points à son compteur, l'USB remonte de la 5e à la 2e position, alors que les gars de Yemma Ghouraya reculent de la 4e à la 5e place (28 pts). L'USMB cale de nouveau, le CABBA ne confirme pas. Toujours dans le haut du tableau, l'USM Blida ne sait plus gagner. Incapables de remporter le moindre match depuis le 10 décembre 2016 (13e journée), les Blidéens ont de nouveau marqué le pas à domicile, tenus en échec par le MC El Eulma (1-1), deuxième relégable. Menée à la marque dès la 11e minute, sur une réalisation de Laoufi, l'USMB est parvenue à égaliser à la 23e minute par Rabti, sur penalty, sans réussir toutefois à prendre l'avantage durant le reste de la partie. En dépit de cette contre-performance, l'USMB conserve sa 3e place (29 pts), alors que le MCEE est toujours relégable (15e - 17 pts) mais reste toutefois au contact du GS Mascara (14e - 18 pts), vainqueur face à la JSM Skikda (1-0). De son côté, le CA Bordj Bou Arréridj connaît un coup d'arrêt après une belle série de 4 matchs (2 victoires, 2 nuls) sans défaite. Les Crabes ont été battus en déplacement sur le terrain du WA Boufarik (1-0). A la faveur de ce court succès, le nouveau promu progresse de 3 rangs (7e - 24 pts), tandis que le CABBA quitte le podium et rétrograde à la 4e place (28 pts).

Rien ne va plus à l'ASO Chlef

La descente aux enfers continue pour l'ASO Chlef. Si l'ASM Oran est arrivé à renouer avec la victoire, les Chélifiens ont, semble-t-il, oublier comment gagner un match. Alors que le succès les fuit depuis la 11e journée (2 décembre 2016), les poulains de Zaoui se sont inclinés face à l'ASMO (2-1) dans le derby de l'Ouest. A la suite de ce résultat, l'ASMO (10e) et l'ASCO (11e) comptent 21 points chacun et flirtent dangereusement avec la zone rouge. Dans les autres rencontres jouées cet après-midi, l'Amel Boussaâda a pris le meilleur sur l'AS khroub (1-0), tandis que le CRB Aïn Fekroun a glané un bon point chez le RC Arbaâ (0-0), lanterne rouge.

Résultats et classement :

USB-JSMB	3-0
USMB-MCEE	1-1
RCA-CRBAF	0-0
GCM-JSMS	1-0
WAB-CABBA	1-0
ASMO-ASO	2-1
ABS-ASK	1-

	Pts	J
1). Paradou AC	37	16
2). US Biskra	30	18
3). USM Blida	29	18
4). JSM Béjaïa	28	18
--). CAB Bou Arréridj	28	18
6). Amel Boussaâda	25	18
7). WA Boufarik	24	18
8). MC Saïda	23	17
--). JSM Skikda	23	18
10). ASO Chlef	21	18
--). CRB Aïn Fekroun	21	18
--). ASM Oran	21	18
13). AS Khroub	19	18
14). GC Mascara	18	18
15). MC El Eulma	15	17
16). RC Arbaâ	13	18

Quarts de finale de la CAN 2017

Le Ghana et l'Egypte pour retrouver l'histoire

Les quarts de finale de la CAN se poursuivent aujourd'hui avec deux affiches intéressantes qui verront le RD Congo affronter le Ghana, alors que le Maroc donnera la réplique à l'Egypte.

Par Mahfoud M.

Les Egyptiens décidés à reconquérir le titre

Ph. > D. R.

Les Congolais qui reviennent en force lors de cette édition, n'envisagent pas de s'arrêter en si bon chemin et souhaitent ajouter un autre succès qui leur permettra encore de se rapprocher plus des demis, et pourquoi pas atteindre la finale. Pratiquant un football technique et simple, la RDC a toutes les chances d'aller encore le plus loin possible et continuer à créer la surprise, même s'il s'agit d'un adversaire redoutable qu'elle aura en face, à savoir le grand Ghana. Les Léopards n'abdiqueront pas et continueront à se battre jusqu'à la fin pour faire plaisir à leurs fans enthousiastes. A noter que Chancel Mbemba est incertain pour ce match, ce qui compliquera quelque peu la mission de la RDC. Toutefois, ils auront fort à faire face à une équipe du Ghana qui se présente comme une formation presque complète avec des joueurs doués, à l'image des frères Ayew (Jordan et André) et Asamoh Gyan, les Black Stars veulent retrouver leur verve d'antan, eux qui totalisent cinq titres continentaux et qui souhaitent donc renouer avec. Dans l'autre match de ce tour, la tension et le suspense seront à leur paroxysme étant donné qu'il s'agit d'un derby arabe entre le Maroc et l'Egypte. De retour au premier plan, après une longue traversée du désert, en partie grâce à la prise en main du sorcier blanc Renard de l'équipe, les Lions de l'Atlas peuvent s'avérer dangereux et donc créer la surprise et arracher le billet de qualification au dernier carré. Les coéquipiers de Mehdi Benatia entreront dans ce match sans aucun complexe et feront tout leur possible pour passer l'ogre égyptien. Pour sa part, l'Egypte se présentera avec un moral au plus haut point et n'aura d'autre option que de jouer à fond pour passer encore une fois en demi-finale et tenter de réécrire l'histoire après un passage à vide après avoir été absente de la précédente édition.

M. M.

Le programme :
Dimanche 29 janvier 2017 :
RDC-Ghana (17h)
Maroc-Egypte (20h)

Ligue I Mobilis (17e journée)

L'OM bat le MCO et remonte sur le podium

L'Olympique de Médéa a battu le MC Oran (1-0) vendredi en ouverture de la 17e journée de Ligue 1 Mobilis de football, amputée de quatre matchs.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Bousbia, d'une tête à bout portant à la 76e minute, après une balle mal renvoyée par le gardien oranais Nateche.

Un précieux succès qui permet à l'OM de se hisser provisoirement sur la troisième marche du podium, ex aequo avec son adversaire du jour et l'ES Sétif, tous avec 28 points.

Le MCO a raté de son côté l'occasion de subtiliser le leadership au MC Alger, puisqu'une victoire à Médéa l'aurait propulsé seul à la première place du classement général, avec 31 points. Le club d'El Hamri reste néanmoins sur le podium, en attendant le déroulement des autres rencontres.

De son côté, le CS Constantine a battu la JS Saoura 1-0, mi-temps (0-0) en match avancé de la 17e journée de la Ligue 1 Mobilis de football disputé au stade Hamlaoui à Constantine.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Manucho (47') pour le CS Constantine.

A la faveur de ce succès, les coéquipiers de Bezzaz se hissent à la 11e place avec 17 points, tandis que la JS Saoura reste scotchée à la 6e place avec 25 points.

Le report des matchs RCR-USMA, JSK-NAHD, CRB-ESS et DRBT-MOB est motivé par la mise à disposition de certains joueurs au profit des équipes nationale A et militaire.

M. M.

Algerian Olympic and Sports Awards-2016

Makhloufi a toujours faim

L'athlète algérien, Taoufik Makhloufi, sacré meilleur athlète de l'année 2016, a indiqué, jeudi soir à Alger, que son prochain objectif était les championnats du monde d'athlétisme, prévus le mois d'août prochain à Londres (Angleterre).

«Je suis très honoré d'avoir remporté le trophée du meilleur athlète de l'année 2016. Je remercié le Comité olympique et sportif algérien de m'avoir choisi. C'est une satisfaction pour moi et pour ma famille. Mon objectif est désormais les prochains championnats du monde de Londres», a déclaré à l'APS Makhloufi, en marge de la cérémonie d'Algerian Olympic and Sports Awards, organisée par le Comité olympique et sportif algérien (COA).

L'athlète algérien Taoufik Makhloufi, la rameuse Amina Rouba ainsi que la nageuse Amel Melih, ont été sacrés meilleurs athlètes de l'année 2016. Makhloufi a été récompensé pour ses deux médailles d'argent remportées aux 1500m et 800m des jeux Olympiques de Rio 2016, alors que le trophée de la meilleure athlète féminine a été attribué à Rouba (aviron) et Melih (natation) pour leurs titres de championne d'Afrique.

Interrogé sur son programme de préparation pour les mois à venir, Makhloufi s'est dit très enthousiaste à retrouver les pistes d'athlétisme après avoir passé quelques moments de *«bonheur»* avec sa famille à Souk Ahras.

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Décès

Le regretté Bakhti Belaib inhumé au cimetière de Chéraga

LE DÉFUNT Bakhti Belaib, ministre du Commerce, décédé jeudi à Paris des suites d'une longue maladie, a été inhumé hier après-midi au cimetière de Chéraga (Alger). Etaient présents à l'enterrement le président du Conseil de la nation Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) Mohamed Larbi Ould Khelifa, plusieurs membres du gouvernement, des représentants de partis politiques ainsi que les membres de sa famille et une foule nombreuse de citoyens. Dans un message de condoléances à la famille de feu Bakhti Belaib, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a salué son «*dévouement*» pour «*la prospérité et le progrès de son pays*». Bakhti Belaib, né le 22 août 1953 à Theniet El-Had (Tissemsilt), avait occupé plusieurs postes de responsabilité au sein du ministère du Commerce avant d'être nommé ministre de ce département en septembre 1996 jusqu'à décembre 1999. Il a été nommé à la tête de ce ministère, une seconde fois, le 25 juillet 2015 jusqu'au 18 janvier quand le président de la République Abdelaziz Bouteflika a chargé Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, d'assurer l'intérim du regretté Bakhti Belaib qui suivait un traitement médical. Il avait occupé plusieurs postes de responsabilité dans le département du commerce, comme sous-directeur au ministère du Commerce (décembre 1982 - juillet 1989), directeur central au commerce (juillet 1989 - août 1990), directeur général de l'organisation commerciale (août 1990 - octobre 1991), avant d'assumer les fonctions de chargé d'études et de synthèse au ministère de la PME (novembre 1992-avril 1994). Il avait été par la suite chargé de mission auprès du Chef du gouvernement (avril 1994 - septembre 1996). Egalement membre du Conseil national du rassemblement national démocratique (RND), le défunt avait occupé, pour la première fois, le portefeuille de ministre du Commerce entre septembre 1996 et décembre 1999. Il a été le premier responsable algérien à avoir conduit la délégation algérienne lors du 1er round de négociation pour l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Halim N.

Salon international des voyages et du tourisme

Oran : 150 exposants attendus au SIAHA 2017

QUELQUE 150 exposants nationaux et étrangers sont attendus au 8e Salon international des voyages, des transports et des équipements hôteliers (SIAHA 2017), prévu à partir du 23 février à Oran, a-t-on appris hier des organisateurs. Ce rendez vous touristique, qui aura pour cadre le Centre des conventions d'Oran, verra la participation de dix pays dont la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, les Emirats arabes unis, l'Espagne, l'Iran, la Turquie et pour la première fois le Niger, a souligné le directeur de cette manifestation, organisée par l'agence Astra. Cette édition, placée sous le slogan «Tourisme pour tous», vise à échanger les informations et les expériences entre opérateurs nationaux et étrangers et attirer des clients vers la destination algérienne en vue de promouvoir le tourisme réceptif. SIAHA 2017 vise également à faire découvrir des potentialités touristiques nationales et présenter les nouveaux projets d'investissement en cours de réalisation et faire la promotion des produits de l'été 2017, ajoute Daoudi Nouredine. Une surface de 3 000 m² est réservée à cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 25 février. Les participants sont des professionnels de plusieurs secteurs et créneaux comme les transports terrestre, aérien et maritime, les offices de tourisme, les agences de tourisme, le thermalisme, la thalassothérapie, la formation en hôtellerie et en tourisme ainsi que le créneau des services comme les centres commerciaux, les agences de location de voitures, les banques et les assurances. La nouveauté de cette année réside dans la réservation d'un stand dédié au tourisme sanitaire (thalassothérapie, cure thermale, esthétique, condition physique, massage, et rééducation fonctionnelle). Des éductours seront organisés au profit des professionnels du secteur. Un espace conséquent sera réservé aux équipements hôteliers et de restauration ainsi qu'au secteur des services et des produits locaux entrant dans la cuisine en tant que partie intégrante du tourisme, ajoutent les organisateurs. Des films documentaires sur le tourisme seront projetés lors de ce salon. Des conférences présentées par des experts nationaux et étrangers figurent au programme, en plus d'activités de loisirs et de dégustation de plats de l'art culinaire algérien. Le salon est parrainé par le ministère de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, rappelle-t-on.

Dalil N.

Pénétrante autoroutière de Béjaïa

L'inauguration de la première tranche de 42 km pour fin févier

«L'inauguration de la première tranche de la pénétrante autoroutière située entre Biziou (Seddouk) et l'autoroute Est-Ouest, notamment à Adjiba (Bouira), est prévue pour la fin du mois de février», a indiqué un responsable de la direction des travaux publics.

Par H. Cherfa

Cependant, l'inauguration de cette première tranche de 42 km est subordonnée aux bonnes conditions climatiques. «*Si le climat reste doux, les travaux de signalisation verticale et horizontale vont être menés sans discontinuité et la première tanche sera livrée à la fin du mois de février*», a déclaré le responsable sur radio Soummam jeudi dernier. Le wali de Béjaïa a d'ailleurs effectué une visite sur le chantier ces derniers jours, «*afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux*», a fait observer avant-hier la cellule de communication de la wilaya. «*Il était accompagné du directeur des travaux publics*», a-t-elle ajouté. «*Le wali a entamé sa visite à partir d'Ahnif et a inspecté les chantiers de tout le tracé jusqu'a Béjaïa*», selon la même source. «*Le taux d'avancement de la première tranche est estimé à 95%*», a-t-on indiqué, poursuivant que «*42 km linéaires de la pénétrante sont déjà achevés et il reste les travaux de réalisation des signalisations horizontale, verticale et aussi les travaux de marquage*». «*Ce tronçon, très attendu par la population locale, sera livré prochainement*», ajoute la cellule de communication de la wilaya restant prudente sur la date de livraison. Et de faire remarquer : «*Le wali a instruit le directeur des travaux publics d'aller encore plus vite pour rattraper le temps perdu et livrer le projet dans les délais*». Pour faire le point, «*une réunion est prévue au cours de la semaine prochaine avec les responsables de l'ANA, de l'entreprise chinoise ainsi que tous les intervenants dans le cadre de ce mégaprojet, afin de préparer un calendrier d'exécution*». D'ores et déjà, les populations des communes de Tazmalt Ighil Ali, Béni M'likèche, Boudjéllil et Aït R'zine réclament un échangeur à Allaghan. Un échangeur qui était prévu d'ailleurs à quelques dizaines de mètres du pont enjambant Oued Soummam, entre Allaghan et Aftis.

H. C.

Football – Naples

Ghoulam proche d'un départ en fin de saison

L'INTERNATIONAL algérien, Faouzi Ghoulam, est pressenti pour quitter son club italien, Naples, à l'issue de la saison en cours, rapporte hier la presse locale. Selon «*La Gazzetta dello Sport*», le départ de Ghoulam (25 ans, 33 sélections) ne fait plus le moindre doute. Le contrat du latéral gauche, arrivé à Naples en 2014 en provenance de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France), expire à la fin de l'année et le joueur est courtisé par de nombreuses écuries européennes, parmi lesquelles figurerait notamment le Paris-Saint-Germain, ajoute la même source. Le champion de France en titre est en effet à la recherche du successeur de l'Argentin Maxwell, proche d'un départ à la retraite. Néanmoins, le natif de Saint-Priest ne serait pas favorable à un retour dans l'Hexagone, précise-t-on encore de même source. Le Bayern Munich, également sur les rangs, intéresserait davantage Ghoulam, dont les négociations avec la direction de son club pour la prolongation de contrat n'ont pas abouti.

Racim S.